

Débaptiser le cinéma René-Vautier, comment un maire RN commence à « abattre la République »

La bataille culturelle de l'extrême droite poursuit ses méfaits : la municipalité "divers extrême droite" d'Elne, dans les Pyrénées Orientales, choisit de débaptiser le cinéma de sa commune, qui portait le nom du résistant "René Vautier" pour lui préférer "Bobine illibérienne" et de reprendre en gestion municipale la régie du cinéma. La CGT Spectacle considère nécessaire de revenir sur la biographie détaillée et le parcours des luttes de ce cinéaste anticolonialiste et syndiqué afin de mieux faire comprendre ce que signifie cette démarche de la part d'un édile.

Élevé par sa mère, institutrice en Bretagne, René Vautier a rejoint très jeune la Résistance dans le Finistère, dans le sillage de son frère aîné et celui d'un groupe de scouts laïcs (les Éclaireurs de France) dirigé par un enseignant de Quimper (Albert Philippot, commandant FFI). Son activité de résistance se déploie alors au sein d'un réseau, le « clan René Madec », proche des gaullistes. Tous les membres de ce petit groupe de jeunes résistants reçoivent la Croix de guerre des mains mêmes du général de Gaulle, le 22 juillet 1945. C'est à Paris, alors qu'il a été brillamment reçu à l'IDHEC (institut des hautes études cinématographiques – aujourd'hui la FEMIS), que René Vautier rejoint les rangs de la CGT et du PCF. Scandalisé par les brutalités policières contre les travailleurs maghrébins au sein des cortèges syndicaux, le jeune cinéaste s'engage contre le racisme et pour la fraternité entre les peuples. Avec le cinéaste et géographe Raymond Vogel (fils de théologien), René Vautier filme les violences et exactions coloniales en Afrique subsaharienne.

Afrique 50, longtemps interdit par la censure, vaudra au cinéaste breton de nombreuses inculpations dont une pour non-respect du décret relatif au tournage dans les colonies, signé en 1934 par le ministre Pierre Laval. L'objectif principal de ce décret était d'empêcher les cinéastes, locaux comme étrangers, de documenter les réalités sociales et les mouvements de contestations dans les colonies. Rappelons que Pierre Laval, qui a été aux côtés de Philippe Pétain le principal artisan de la collaboration avec l'Allemagne Nazie, a été condamné à mort en 1945 pour haute trahison par la Haute Cour de Justice.

Alors qu'il est secrétaire administratif du syndicat des techniciens – l'ancêtre du SPIAC-CGT – au sein de la Fédération CGT du Spectacle, René Vautier participe à la défense de l'opérateur de prises de vue syndiqué CGT, Georges Chassagne, victime d'une cabale de l'armée française – ce dernier avait filmé l'exécution sommaire d'un civil algérien par un gendarme à l'été 1955. Cela

incitera René Vautier à aller filmer du côté du FLN (front de libération national), en Algérie et en Tunisie, en pleine guerre d'Algérie. Pourchassé par l'armée française, il est blessé à plusieurs reprises. Il reçoit ainsi un éclat de caméra dans le crâne lors d'une attaque et est blessé sur la barrière électrifiée qui séparait l'Algérie de la Tunisie (la ligne Maurice). Pris dans les conflits internes au mouvement de libération algérien, René Vautier eut aussi à subir la répression d'une partie du FLN. Enfermé de mai 1958 à juillet 1960 dans des prisons clandestines du FLN, on le soupçonna d'espionnage, lui reprochant sans doute sa proximité avec le parti communiste.

Le cinéaste ne cessera dès lors de lutter contre la censure et la torture, le racisme et le colonialisme, pour une collaboration pacifique entre les peuples. Dans les années 1980, au sein du Mouvement de la Paix et aux côtés de Georges Séguy (ancien jeune résistant déporté et secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982), René Vautier milite en faveur du désarmement nucléaire.

Depuis la guerre d'Algérie, l'extrême droite le poursuit de sa haine.

Lors du procès intenté par Jean-Marie Le Pen en 1984 contre Le Canard enchaîné qui avait rappelé le passé de tortionnaire du créateur du Front national, un commando vint saccager les archives cinématographiques du réalisateur antiraciste, entreposées au Conquet (Finistère). Ce dernier venait de témoigner en faveur du journal qui gagna son procès contre l'ancien tortionnaire...

En 2000, une ancienne élue du Front national, très proche de l'OAS (organisation de l'armée secrète), Claudine Dupont-Tingaud, aujourd'hui soutien d'Éric Zemmour (lui-même deux fois condamnés pour des propos racistes), vint perturber à Pontivy (Morbihan) une cérémonie récompensant René Vautier pour son œuvre.

La décision du maire d'Elne et du petit noyau qui l'entoure de débaptiser le cinéma René Vautier s'inscrit donc dans une campagne de haine de longue haleine contre un cinéaste qui s'est toujours battu contre le racisme et le colonialisme et pour la liberté d'expression. Quand il ne se cachait pas d'être d'extrême droite, rappelons que Steve Fortel, le nouveau maire d'Elne, voulait « abattre la République ».

Le peu d'empressement de la municipalité à rouvrir la « maternité Suisse d'Elne », haut lieu de la solidarité envers les populations espagnoles victime du fascisme, augure très mal de l'avenir, tout comme sa décision, à peine élue, de supprimer toute référence aux droits LGBT.

Il s'agit d'une politique délibérée d'effacement de la mémoire, de négation de l'histoire, de négation de la diversité.

La Fédération Cgt du Spectacle s'insurge contre de telles décisions et se félicite de l'ample mobilisation citoyenne et artistique contre l'acte de censure consistant à nier et effacer l'engagement d'un cinéaste antiraciste.

Elle appelle à amplifier la mobilisation. Toutes et tous n'ont pas à partager systématiquement toutes les positions d'un ancien Résistant, d'un anticolonialiste courageux et censuré, mais toutes et tous les démocrates de notre pays doivent s'unir contre cette vieille politique aux relents fascistes. Uni·es pour le droit à la culture, la vérité historique et la diversité, nous vaincrons ces forces du passé qui, sous couvert « d'apolitisme » et d'apologies de pseudo « traditions », fragilisent le vivre ensemble et la vraie laïcité, et menacent nos libertés.

23 octobre 2026.